

IMPACT DE L'AFFAIRE SONATRACH 2 SUR LE PARTENARIAT AVEC L'ALGÉRIE

L'ambassadeur italien se montre prudent

L'ambassadeur d'Italie en Algérie s'est montré, hier, prudent quant aux conséquences de l'affaire de corruption impliquant le groupe énergétique italien ENI et des parties algériennes (affaire Sonatrach 2) sur le partenariat économique bilatéral.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «J'espère qu'elle (l'affaire Sonatrach 2, Ndlr) n'influera pas», déclare Son Excellence Michele Giacomelli, qui s'exprimait en marge d'une rencontre d'affaires algéro-italienne, tenue à l'hôtel El Djazaïr sous l'égide du ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, l'ambassade d'Algérie en Italie et l'Institut italien pour l'Asie et la Méditerranée (ISIAMED).

Certes, la déclaration relève de la prudence diplomatique d'autant que l'ambassadeur italien affirme ne rien savoir d'une affaire, au demeurant traitée par la justice. Toutefois, cette déclaration exprime une confiance quant à la poursuite d'un partenariat «solide, stable et qui se développe depuis des années», selon Michele Giacomelli. Une confiance que le vice-président exécutif de l'ISIAMED et ancien

ambassadeur d'Italie en Algérie, Antonio Badini, a également exprimée par ailleurs. Réfutant toute répercussion de l'affaire Sonatrach 2 sur le partenariat bilatéral, Antonio Badini a mis en avant la durabilité de ce dernier, la complémentarité entre les entreprises des deux pays, notamment dans le domaine énergétique. En ce sens, le représentant de l'ISIAMED a indiqué que des entreprises italiennes sont disposées à s'associer dans le cadre de la réalisation du gazoduc algéro-italien GALSI. Un projet qui, dira-t-il, «doit aller de l'avant» et est mutuellement profitable, notamment en termes de prix. Serein quant à l'impact de la règle 49/51 régissant l'investissement étranger et qui «ne constitue pas un empêchement» et qui peut être «gérée», Antonio Badini a ainsi relevé l'intérêt italien pour le marché algérien au regard de sa «stabilité» et de la disponibi-



Son Excellence Michele Giacomelli.

Photo : DR.

té des entreprises italiennes à transférer leur savoir-faire. C'est ce qu'il avait auparavant évoqué devant le ministre algérien de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, Cherif Rahmani, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Réda Hamiani, et la trentai-

ne d'opérateurs économiques italiens participant à cette rencontre, mettant en exergue la volonté de dynamiser davantage le partenariat «gagnant-gagnant».

Une volonté que Cherif Rahmani avait également affirmée aux opérateurs italiens, les invitant à développer des partenariats «durables»

avec les entrepreneurs économiques et institutionnels algériens, d'autant que «le temps de l'action est venu». Il s'agit, relève le ministre de l'Industrie, de booster la proximité, la complémentarité entre le marché algérien «porteur et rentable» et le marché italien «demandeur» et au savoir-faire avéré. A ce titre, plusieurs secteurs d'activité sont ciblés, notamment les industries manufacturières et mécaniques, les énergies nouvelles et renouvelables, les industries de transport et de travaux publics, l'agroalimentaire, les infrastructures d'aménagement industriel et sportives. Une thématique, relève M. Rahmani, qui sera certainement abordée lors de la rencontre prévue prochainement à Rome entre une délégation algérienne et les autorités gouvernementales italiennes. En outre, une task-force a été lancée, selon l'ambassadeur d'Italie Michele Giacomelli, pour «donner de la cohérence, faire avancer le dialogue et cibler les domaines de coopération».

C. B.

LE RCD ET LES SCANDALES DE CORRUPTION

«La preuve de la déliquescence du pouvoir»

Disséquant la situation politique nationale, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) la trouve «des plus délétères» avec, note-t-il, «une corruption rythmant la vie nationale et la contestation sociale gagnant du terrain».

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Et, conséquence logique de ce «duo», le secrétariat national du parti réuni vendredi dernier relève «la rupture de confiance définissant les relations pouvoir-société qui s'aggrave». Le RCD en veut pour preuve le dernier scandale de Sonatrach qui, selon lui, «a dévoilé l'état de déliquescence du pouvoir à travers

l'implication, à différents niveaux, de plusieurs hauts cadres de l'Etat dans des affaires de corruption à grande échelle». Et de regretter que l'action de la justice soit cadencée par des actions extérieures pour des scandales internes, signe, selon lui, de déchéance», le tout, note-t-il, dans un contexte régional troublé et «une situation économique nationale déclinante». Le RCD a tenu aussi à dénoncer la dégradation du climat des libertés marqué, selon lui, par «la répression, les menaces, le musellement des libertés syndicales et, de plus en plus, le recours à l'instrumentalisation des officines occultes». Et de faire remarquer que «même durant les années de plomb et du temps du

parti unique, le pays n'avait pas connu pareille décadence». Le parti dirigé par Mohcine Bellabas fustige sévèrement la ministre de la Culture dont il qualifiera la décision du gel de toute activité pédagogique à l'Institut supérieur des métiers des arts de spectacle et de l'audiovisuel (Isma) d'«irresponsable». Il saluera, au passage, l'exigence des étudiants en grève portant envoi d'une commission d'enquête sur la gestion du budget annuel de l'institut, qui s'élève à 110 millions de dinars. Une revendication que le RCD salue pour ce qu'elle représente comme «signe d'une vigilance citoyenne à encourager en ces temps de scandales financiers récurrents». Concernant l'avant-projet de

Constitution, le RCD fait part de conventions régionales et d'une autre nationale ouverte à l'effet de débattre du document élaboré par une commission nationale installée à cet effet. Un document à travers lequel le RCD prône «une réelle séparation des pouvoirs pour aboutir à une Constitution pérenne et consensuelle qui résistera au temps et aux humeurs personnelles». Tout le contraire de ce qu'il considère comme étant «le viol de la Constitution de Novembre 2008 qui a consacré présidence à vie et patrimonialisation du pouvoir».

M. K.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Djoudi réaffirme

la détermination de l'État

«Les hautes autorités du pays, et à leur tête le président de la République, sont déterminées à mener une lutte sans merci contre la corruption sous toutes ses formes et ne ménageront aucun effort pour y parvenir.» C'est ce que le ministre des Finances, Karim Djoudi, qui a installé hier à Hydra l'Office central de répression de la corruption (OCRC), a affirmé, estimant que la corruption est «un crime préjudiciable pour l'argent public et pour l'économie nationale». Voire, cette lutte est «loin d'être conjoncturelle mais représente une action permanente», dira M. Djoudi qui considère que l'entrée en activité de cet office, créé en décembre 2011 et dirigé par M. Abdelmalek Sayah, est une «réponse à l'opinion publique nationale et internationale et une preuve que l'Etat algérien est déterminé à combattre la corruption». Et le grand argenter du pays de se montrer confiant quant à «la capacité de l'office de traiter les dossiers (de suspicion de corruption) avec rigueur et professionnalisme», tout en promettant de le doter de tous les moyens nécessaires pour accomplir convenablement ses missions. Néanmoins, Karim Djoudi estime que pour réussir un tel challenge, les citoyens et les responsables à tous les niveaux doivent être «vigilants» pour pouvoir dénoncer tout dépassement touchant à l'argent public. Régi par le décret présidentiel du 8 décembre 2011 ainsi que par la loi de lutte contre la corruption du 20 février 2006, l'OCRC est chargé notamment de la collecte, la centralisation et l'exploitation de toute information relevant de son champ de compétence, ainsi que de la conduite des enquêtes et la recherche des preuves sur les faits des «grandes affaires» de corruption et la présentation de leurs auteurs devant le parquet. L'office constitue en fait l'outil opérationnel dans le domaine de la lutte contre les atteintes aux deniers publics.

C. B.

PROCÈS DE L'AFFAIRE DU TRANSFERT ILLICITE DE LA DEVISE VERS LA TURQUIE

La cour conforte le jugement de première instance

La confirmation des peines a été prononcée hier à l'encontre des mis en cause dans l'affaire du «transfert illégal de capitaux vers la Turquie». Mise en délibéré sous quinzaine, le président de la 8^e chambre pénale près la cour d'Alger a maintenu les mêmes chefs d'inculpation retenus en première instance contre les cinq accusés.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'ancien directeur de la programmation des vols au sein d'Air Algérie, le steward et trois autres personnes, dont l'une est en fuite, ont été condamnés à des peines allant de dix huit à cinq années de prison ferme. La peine maximale a été prononcée contre celui qui est considéré comme le principal accusé, actuel-

lement en fuite. Ce dernier avait été reconnu coupable par la justice «d'avoir tenté de transférer une importante somme d'argent en devises vers l'étranger», plus exactement vers la Turquie. Considéré comme le chef du réseau, le principal mis en cause demeure activement recherché par les services de sécurité et ce, suite à un mandat d'arrêt international lancé à son encontre par le juge d'instruction du Pôle judiciaire spécialisé du Centre. Il est à noter que cette affaire a été rejugée après sa cassation auprès de la Cour suprême. Les cinq personnes, dont trois fonctionnaires d'Air Algérie, devaient répondre des quatre chefs d'inculpation, dont ils étaient reconnues coupables depuis 2010. Il s'agit du «non-respect de la législation et de la réglementation des changes et à la circulation des capitaux de et vers l'étranger, trafic de devises et abus de pouvoir». Selon l'arrêt de

renvoi, le chef du réseau, connu sous le sobriquet de «Tyson», avait bénéficié auparavant de complicité de certains fonctionnaires d'Air Algérie pour «transférer d'importantes sommes d'argents en devises de l'Algérie vers l'étranger». Or, sa dernière tentative a échoué après le démantèlement du réseau par les éléments des services de sécurité. Ces derniers agissant sur une information ont réussi à avorter, en août 2010, une opération de «transfert illégal d'une importante somme d'argent estimée à 600 000 euros». Selon la même source, les mis en cause avaient dissimulé ladite somme d'argent dans des gilets de sauvetage de l'avion programmé pour le vol Alger-Istanbul. Lors de son réquisitoire, le procureur de la République avait demandé le durcissement des peines contre les mis en cause, eu égard à la «gravité» des faits qui leur sont reprochés.

A. B.

ILS ONT ÉTÉ DÉFÉRÉS, HIER, DEVANT LE TRIBUNAL D'AZAZGA

Des peines de prison requises contre 4 ex-présidents de l'APC de Tizi-Ouzou

Comme il fallait s'y attendre, il n'est pas passé inaperçu le procès des ex-élus à la présidence de l'APC de Tizi-Ouzou, tous du FFS, parti avec lequel ils ont eu maille à partir d'ailleurs. Convoqués devant le tribunal d'Azazga, les quatre élus, dont trois étaient présents, ayant présidé aux destinées de l'APC de Tizi-Ouzou entre les années 2000 et 2007, devaient répondre des accusations de conclusion de marchés contraire à la législation en la matière et dilapidation des deniers de la collectivité. De quoi s'agit-il au juste ? En fait, les quatre présidents ont été accusés d'avoir laissé

«pourrir» du matériel qu'ils avaient acquis pour équiper près d'une cinquantaine d'écoles, du mobilier de bureau ainsi que des matériaux de construction. Comme argumentaire de défense, les ex-élus du FFS ont fait état de la difficulté de la conjoncture de l'époque, marquée par les tristes événements du Printemps noir en 2001 et les stigmates de cette période ayant fait qu'il était difficile pour ne pas dire impossible de presider la commune de Tizi-Ouzou.

Des circonstances qui n'ont pas eu le don d'«attendrir» le représentant du ministère public qui a requis une peine de cinq années de prison

assortie d'une amende de trente mille dinars à l'encontre des trois ex-présidents ayant répondu à la convocation de la justice, alors que pour le quatrième prévenu, le très controversé T. Ahmed, une peine de dix ans a été recommandée en plus d'une amende d'un milliard de centimes et, surtout, la reconduction du mandat international dont celui-ci fait déjà l'objet depuis plusieurs années, émis après un procès ayant eu lieu à Tizi-Ouzou pour dilapidation du foncier dans la commune de Tizi-Ouzou. Le verdict a été mis en délibéré et devrait être rendu dimanche prochain.

M. Azedine